

Allocution Prononcée par

M. Ronald Meyer à l'occasion de l'ouverture de

**l'Atelier régional sur les dynamiques des politiques de Décentralisation et
Gouvernance, facteurs de paix, de stabilité et de prévention des conflits au
sahel**

Niamey, le 20 Novembre 2019

Son Excellence M. Alhache ALHADA, Ministre Délégué
auprès du Ministre d'État en charge de la Sécurité Publique,

Sa Excellence Mme Kané Aichatou BOULAMA, Minstre de
tutelle de Conseil de Ministres de l'Autorité de
Développement de la région de Liptako - Gourma,

Sa Excellence Mme Maïzoumbon Hapsatou Djibrilla, Minstre
Délégué chargé de la Décentralization

Mesdames et Messieurs, Honorables invités.

Je me sens privilégié d'être ici à Niamey avec vous seulement
deux semaines et demie après avoir participé en tant que chef
de la délégation allemande pour les consultations
intergouvernementales Niger-Allemagne 2019. Au cours des
discussions de ces consultations, l'importance de la politique de
décentralisation en tant que vecteur de la stabilité politique et

sociale et de l'accès aux services sociaux de base au Niger a été maintes fois soulignée. Les principaux acteurs sont unanimes sur la pertinence de la bonne gestion des biens publics et un transfert conséquent des ressources vers les Collectivités territoriales pour assurer l'accès des populations à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'éducation ou aux réseaux sociaux qui constituent des leviers importants pour le développement économique et social des pays et la légitimité de l'Etat aux citoyens. Par exemple, au Burkina Faso, Mali, Mauretanie et Niger, les municipalités sont responsables de l'enseignement primaire et des services de santé de base, ainsi que de l'eau et de l'assainissement et dans certain cas aussi d'autres services. Pour stabiliser les zones fragiles, plus d'attention pour les besoins de la population et le développement est nécessaire.

C'est pourquoi, quand l'Alliance Sahel a été créée par la Chancelière Mme Merkel, le Président Macron et la Haute Représentante de l'UE, Mme Mogherini, en 2017, l'idée était de mobiliser les différents acteurs en faveur du Sahel, en faveur du plus de rapidité, flexibilité et coordination. Les 12 membres de l'Alliance ont choisi de guider leur action selon quatre objectifs : un ciblage de leur action sur des secteurs prioritaires – éducation et emploi des jeunes, agriculture/développement rural/sécurité alimentaire, énergie et climat, gouvernance, décentralisation et services de base, et sécurité interne - , une redevabilité entre partenaires sur des objectifs partagés, de nouveaux modes d'action innovants et plus flexibles et un

engagement particulier dans les zones vulnérables et fragiles. Quand nous avons discuté dans l'Alliance Sahel sur la nécessité d'agir dans les zones le plus fragiles, nous avons dès le début combiné la provision rapide des biens avec la nécessité de renforcer l'état, les communautés et l'administration locale et de faire attention de renforcer ces structures, même si la pression est très grande d'utiliser des structures non-étatiques plus rapide.

Sur le papier, depuis les années 2000 la majorité des pays G5 ont choisi la décentralisation pour adresser au même temps la question de la participation des citoyens et d'un approfondissement de la démocratie et la provision des services de base. Dans une petite analyse de littérature l'année dernière sur les succès de la décentralisation dans les pays du Sahel nous avons appris - même si l'échantillon n'était pas suffisant - que les résultats des réformes de décentralisation ne correspondaient pas encore à l'idéal souhaité. Les municipalités ont gagné une grande responsabilité pour les soins de base, mais d'importants déficits d'autorité politique et de capacités financières et humaines continuent. Souvent responsabilités et compétences ne sont pas toujours claires et floues entre le gouvernement local formel et les chefs traditionnels. Et même après à peu près 20 ans de décentralisation, le manque des ressources financières et personnelles qualifiées et de volonté politique sont directement liés au manque de la décentralisation fiscale.

Mesdames et Messieurs,

Cet atelier régional est une opportunité d'entrer dans un dialogue politique entre l'Alliance Sahel et les acteurs du pays de la G5 autour des thèmes de la décentralisation, la gouvernance et la provision des services de base. Qu'est-ce que les membres de l'Alliance peuvent faire avec les pays pour travailler rapide mais au même temps de façon durable. Donc, il faut parler comment les membres d'Alliance donne leur appui, mais aussi sur

- le renforcement du volonté politique des gouvernements de décentraliser, y compris la décentralisation fiscale et les mécanismes de financement en adéquation avec l'objectif de la restauration de l'autorité de l'Etat, y inclus dans les régions frontalières et zones de fragilité pour les 5 pays. Les allocations budgétaires aux collectivités territoriales diffèrent significativement entre les pays du G5 mais représentent quelquefois moins de 1%, quelquefois 5%, même s'il y a objectifs de 20% ou plus.
- Le renforcement des capacités des autorités locales et collectivités territoriales et de leur personnel à travers une augmentation des ressources budgétaires et financières au niveau local (y compris taxes et fiscalité) pour permettre une pérennisation des structures de l'Etat à travers ses services déconcentrés et décentralisés.

Notre vision est que la population du Sahel devient porteuse de son propre développement. Les collectivités territoriales constituent le niveau gouvernemental le plus proche et le plus accessible au citoyen et à la citoyenne.

En tant que chef de file du groupe de travail sectoriel « décentralisation & services de base » de l'Alliance, l'Allemagne s'est engagée conjointement avec le PNUD qui est aussi membre de l'Alliance et Chef de File du Groupe sectoriel Gouvernance dans la préparation et la réalisation de cet atelier. Cet atelier doit être l'occasion d'explorer, discuter et réfléchir ensemble à la thématique « décentralisation & services de base », aux différents défis rencontrés, aux solutions et approches possibles et aux acteurs qui doivent animer cette adéquation. Cet échange doit aboutir à des résultats tangibles pour les acteurs locaux et nationaux, pour les partenaires au développement. Il s'agit concrètement de :

- explorer de nouvelles solutions dans une situation d'urgence pour garantir l'accès de la population aux services de base et ouvrir la voie à la répliation d'une expérience réussie dans un autre contexte. La région de Liptako Ngourma est au centre de cet atelier, elle est emblématique des problématiques et défis rencontrés par l'ensemble des zones très fragiles du G5 et peut donc servir de laboratoire de solutions.
- nouer de nouveaux partenariats aussi avec les acteurs locaux qui jouent un rôle central dans le partenariat et dans le

développement des solutions afin que celles-ci soient au plus proche des besoins des populations et adaptées aux conditions de terrain. Parmi ces acteurs locaux, les femmes et les jeunes sont des populations qui méritent une attention particulière dans la recherche de solutions. Elles sont des victimes des conflits et les jeunes ils sont particulièrement vulnérable s'il y a un manque des perspectives. Mais les deux groupes peuvent aussi jouer un rôle essentiel dans la prévention et la médiation des conflits au niveau local.

Plus largement, lors de cet atelier nous devons réfléchir aux rôles de l'ensemble des acteurs de la décentralisation. Les communautés y compris femmes et jeunes, les leaders traditionnels, les décideurs politiques et services techniques déconcentrés de l'Etat, les collectivités territoriales, les structures d'appui ainsi que les bailleurs de fonds. L'atelier vise à capitaliser cette réflexion commune pour aboutir à un résultat qui se traduit par le Plan de réponse intégrée, identifiant des actions de court et moyen terme pour faire face aux défis et besoins en tenant compte des bonnes pratiques existantes.

Merci pour votre attention.